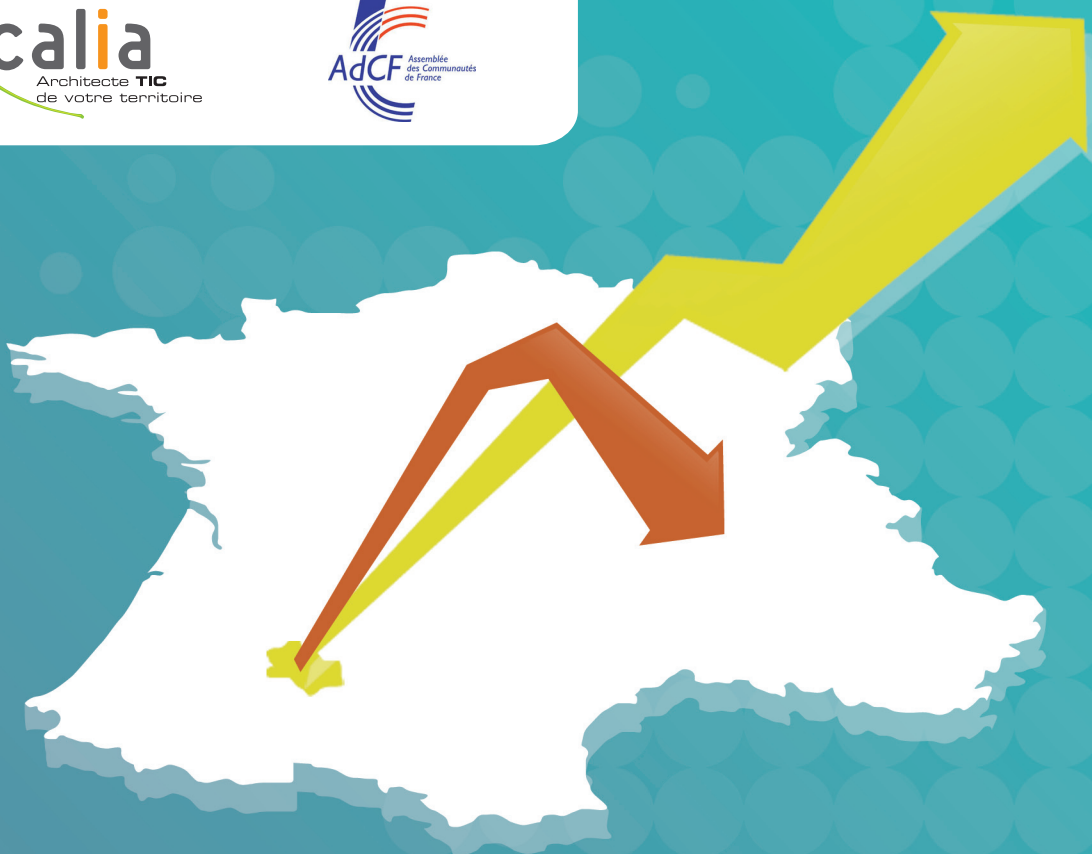


barometre 2009

AdCF / OCALIA de diffusion des TIC dans l'Intercommunalité



Centre des Congrès de Lyon, Rencontres Interconnectés du 7 et 8 décembre 2009

Unique en son genre, ce baromètre produit par l'Assemblée des Communautés de France (AdCF) et Ocalia, présenté chaque année lors des Interconnectés, est l'indicateur de l'évolution et des utilisations des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans les communautés, qu'elles soient de communes, d'agglomérations ou urbaines.

Le baromètre 2009 dresse un panorama :

- Des outils intégrés par les communautés : les thématiques concernées, les fonctionnalités proposées,
- Des moyens mobilisés pour conduire les actions numériques,
- De l'évolution de la couverture haut débit des territoires communautaires.

Le baromètre 2009 a été réalisé en juin 2009 (345 réponses obtenues pour 2270 communautés interrogées).

A l'instar des informations sur les outils et moyens mobilisés, le baromètre 2009 permet d'apprécier les tendances à moyen terme et de mesurer les premières initiatives du mandat 2008/2014. Il complète les enquêtes précédentes consacrées à l'analyse des sites web intercommunaux (baromètre 2007), au bilan de la précédente mandature ainsi qu'aux intentions pour 2008-2014 (baromètre 2008).

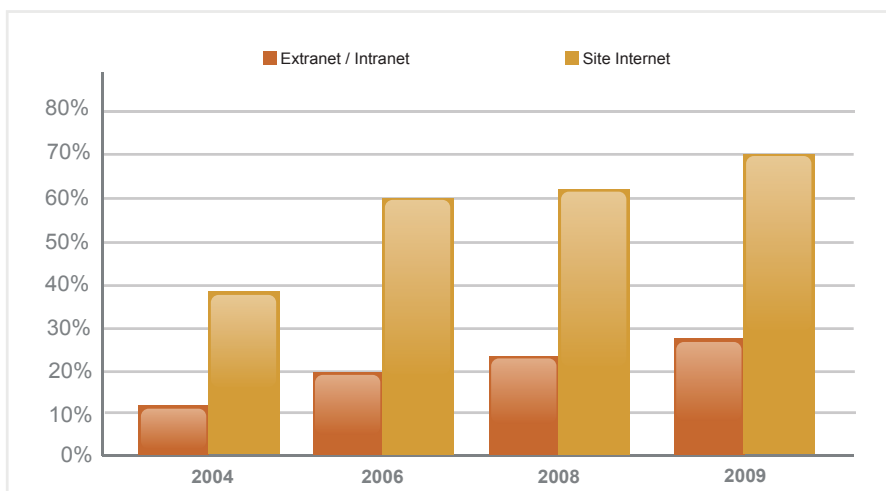
2009 MARQUE UNE PROGRESSION TRES FORTE DES OUTILS ET SERVICES

L'année 2009 enregistre une hausse significative des interventions des communautés sur l'ensemble des outils et services :

➔ **70% des communautés sont aujourd'hui dotées d'un site internet**
soit une hausse de 13% par rapport à 2008.

➔ **26% des communautés ont développé des extranet / intranet**
soit une progression de 18% par rapport à 2008.

EVOLUTION DU TAUX D'EQUIPEMENT EN SITE INTERNET ET EXTRANET-INTRANET DEPUIS 2004



FORTE ÉMERGENCE DE NOUVEAUX PROJETS

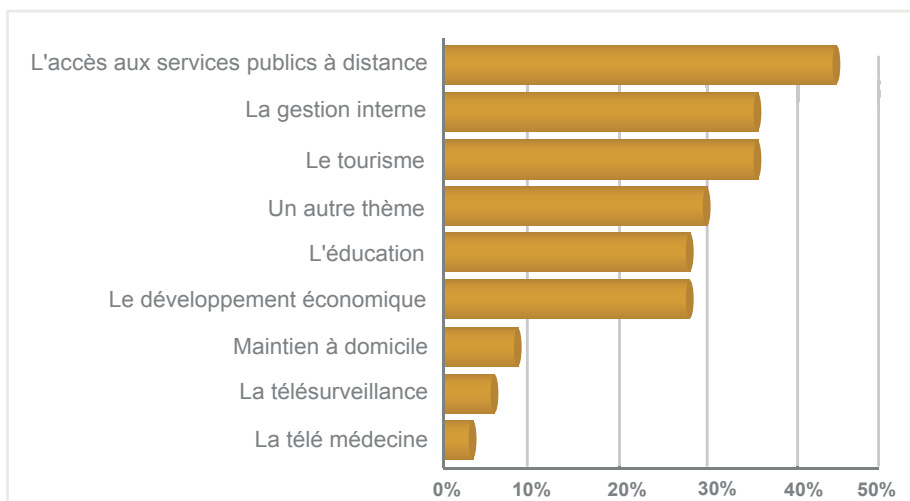
Au-delà des sites internet et des extranet – intranet, 35% des communautés déclarent avoir mis en place d'autres projets.

Les thématiques principalement concernées par ces projets sont :

- dans près d'un cas sur 2, l'accès aux services publics à distance, porté par la multiplication des projets utilisant la visio-conférence.
- les sites ou applications dédiés au tourisme (37%).
- Les innovations dans le domaine de la gestion interne et du développement économique soit environ 30% des projets.

Les initiatives en lien avec le maintien à domicile, la télémédecine ou la télésurveillance sont beaucoup moins fréquentes.

LES THEMATIQUES CONCERNEES PAR CES PROJETS





L'augmentation des moyens affectés au numérique est exceptionnelle.

En effet, **40% des communautés déclarent disposer** d'une équipe dédiée aux technologies de l'information et de la communication soit en interne, soit en s'appuyant sur un prestataire externe, soit les 2.

La progression sur ce plan est remarquable, les communautés étaient seulement 15% en 2008 à mobiliser une équipe.

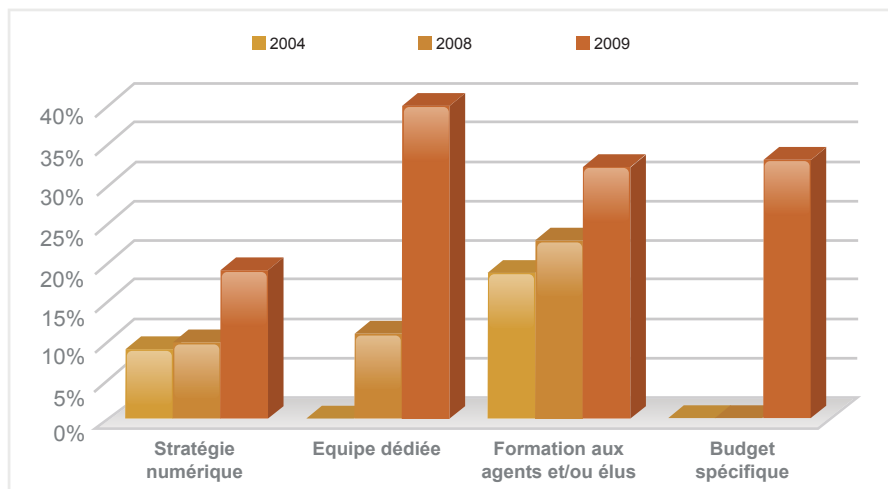
La **mise en place de formations** aux agents et/ou aux élus qui concernait 22% des communautés en 2008 est cette année passée à 32%.

L'effort est similaire concernant l'octroi **d'un budget dédié** à cette thématique (33%).

Cette progression des moyens est de plus en plus adossée à une **stratégie numérique** :

19% des répondants déclarent en être dotés soit une hausse de 10 points par rapport à 2008 (9% en 2008).

EVOLUTION DES MOYENS ACCORDÉS AU NUMÉRIQUE



Ces résultats, particulièrement réjouissants, sont constatés sur l'ensemble des strates de communautés. **Ils confirment les intentions de donner un place importante au numérique dans le cadre du mandat 2008-2014 déclarées par 69% des exécutifs communautaires lors du baromètre 2008.**

”

Dès le début de mandat, de nombreuses communautés sont donc passées des intentions aux actes, marquant une réelle reprise des investissements après la nette stagnation observée entre 2006 et 2008. Cette dernière s'expliquait certainement, en grande partie, par l'approche des échéances électorales et la moindre propension à engager des projets. Le renouvellement d'à peu près 40% des élus communautaires ne doit pas être étranger à ce regain d'intérêt pour le numérique.

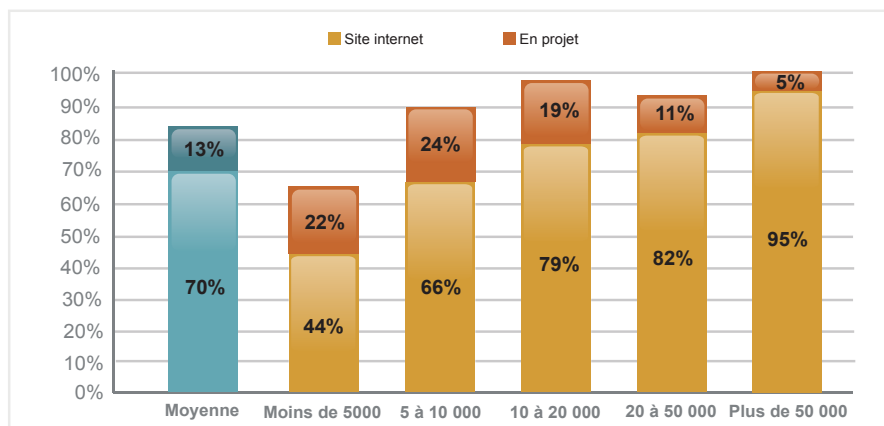
“

TAUX D'ÉQUIPEMENT : DES ÉCARTS SUBSISTENT SELON LA TAILLE DES COMMUNAUTÉS OU LE CONTEXTE

Sans surprise et dans le prolongement des années précédentes, la taille et le contexte territorial influent fortement sur l'implication dans le domaine numérique, notamment lorsque l'on observe les strates démographiques les plus éloignées (communautés de moins de 5 000 et de plus de 50 000 habitants). Les écarts sont moins nets pour les strates intermédiaires.

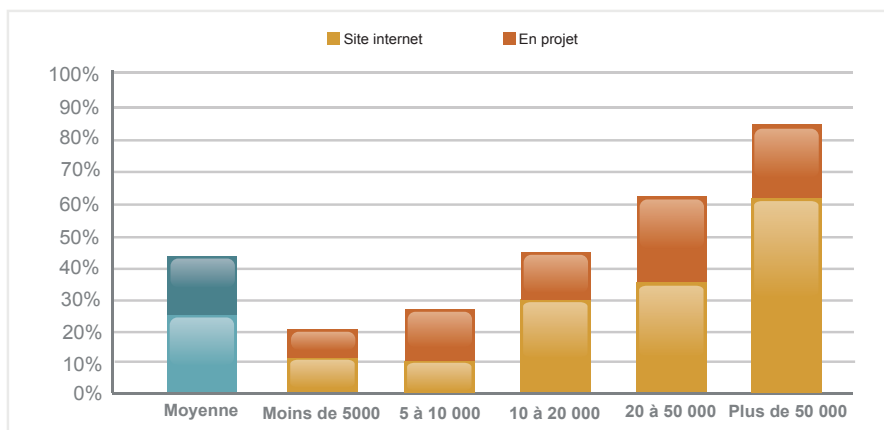
Tout d'abord, pour les sites internet, si l'on cumule les sites en place et ceux en projet, on constate des **taux d'équipement de 90% et plus** pour les communautés de plus de 5000 habitants et seulement **de 66%** pour les moins de 5000 habitants.

EQUIPEMENTS EN SITE INTERNET PAR STRATE DE COMMUNAUTÉS



Concernant les intranet / extranet, on observe une corrélation directe entre la taille de la collectivité et son taux d'équipement actuel ou à venir (de 20% pour les plus petites à plus de 85% pour les plus grandes).

EQUIPEMENTS EN INTRANET/EXTRANET PAR STRATE DE COMMUNAUTÉS



La définition d'une stratégie numérique, condition souvent préalable à la conduite d'actions ambitieuses (baromètre 2008), est **sujette à un effet de seuil important**. Dans environ 15% des cas, les communautés de moins de 50 000 habitants déclarent avoir défini ces stratégies. Presque 50% des communautés de plus de 50 000 habitants en sont dotées. Ces stratégies touchent davantage, dans les grandes agglomérations, à la fois la problématique de la couverture haut-débit et celle de la diffusion des services et usages. Les communautés de moins de 50 000 habitants s'intéressent plus généralement, uniquement à la dimension infrastructure.

Le contexte territorial conditionne aussi fortement les thématiques sur lesquelles s'impliquent les communautés dans le domaine des TIC.

En milieu rural, les interventions TIC correspondent en général à des préoccupations caractéristiques : d'abord utilisées comme une des solutions pour **remédier à l'enclavement et offrir un accès simplifié aux services publics**. Le 2ème champ concerne le **domaine scolaire**.

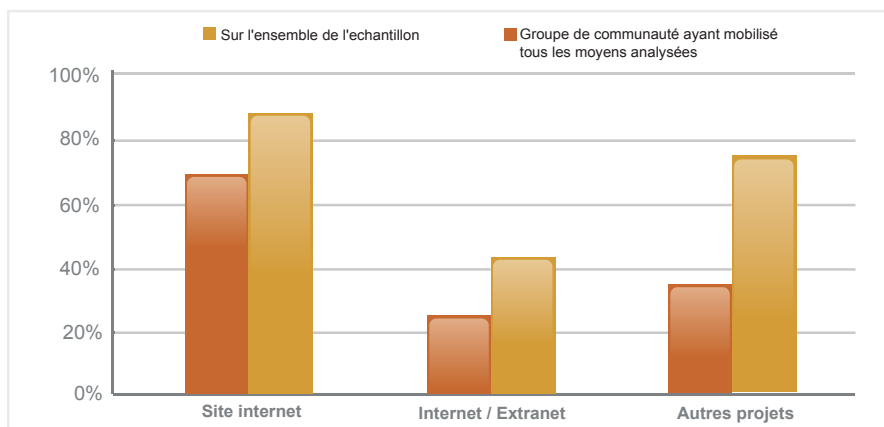
Enfin, il convient de noter l'implication visant le maintien à domicile des personnes âgées, qui s'il est modeste (4% des communautés rurales ont engagé des projets TIC sur cette thématique), se distingue du milieu urbain où ce sujet n'est pas du tout traité.

Les communautés urbaines ou péri-urbaines, quant à elles, s'impliquent de manière préférentielle sur **l'accès aux services publics** (thématique qui arrive aussi en tête), la gestion interne, l'économie et le tourisme. L'émergence des projets dans le domaine de la télésurveillance est à noter (4% des communautés urbaines, pas d'intervention dans les territoires ruraux).

FORTE CORRÉLATION CONFIRMÉE ENTRE MOYENS ET RÉALISATIONS

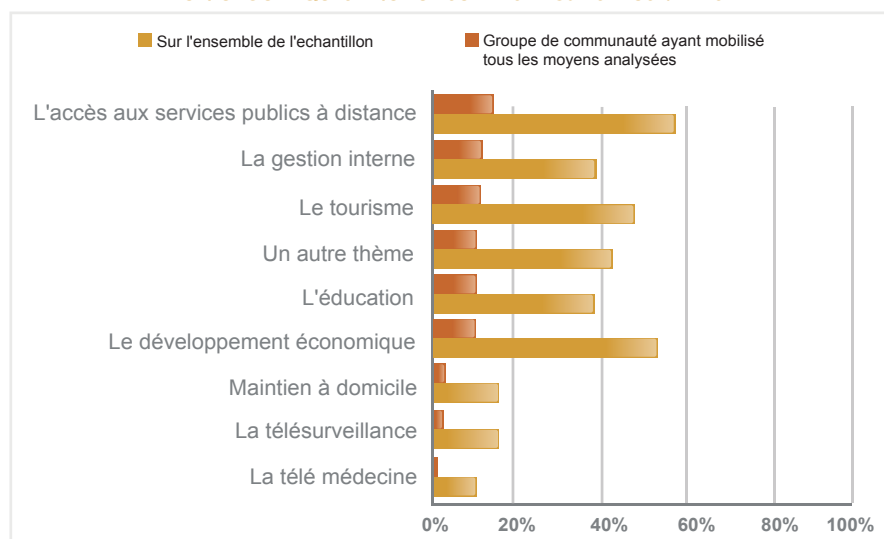
Nous avons montré dans notre baromètre 2008 la forte corrélation entre les moyens mobilisés et les actions TIC engagées. Cette analyse est confirmée par le baromètre 2009. En effet, les communautés qui cumulent définition d'une stratégie, personnels dédiés, actions de formation et budget spécifique, présentent une très nette avance en matière de projet.

UN GROUPE D'AVANTAGE ENGAGÉ SUR LES PROJETS



Ce groupe conduit des projets plus nombreux et variés, y compris sur des thématiques très peu traitées comme la télémédecine, le maintien à domicile ou la télésurveillance.

UN GROUPE QUI S'ENGAGE SUR DES PROJETS PLUS VARIÉS



Sans surprise, au sein de ce groupe, les communautés des capitales régionales sont surreprésentées par rapport à l'échantillon global : elles sont 11% dans ce groupe et seulement 3% de l'ensemble des répondants.

Pour autant, le monde rural est bien représenté puisqu'il compose 51% de ce groupe (et 69% de l'échantillon global). Ces chiffres atténuent le déterminisme territorial observé précédemment.

La conduite de politique numérique ambitieuse est donc bien une question de moyens mais aussi de volontarisme.

LA COUVERTURE HAUT-DÉBIT DES TERRITOIRES COMMUNAUTAIRES RESTE PARTIELLE, SANS AVANCÉE RÉELLE PAR RAPPORT À 2006

C'est la principale surprise de ce baromètre 2009. Malgré l'intervention publique et les efforts fournis par certains opérateurs privés, la couverture haut débit sur les territoires des communautés enquêtées n'a pas progressé entre 2006 et 2009.

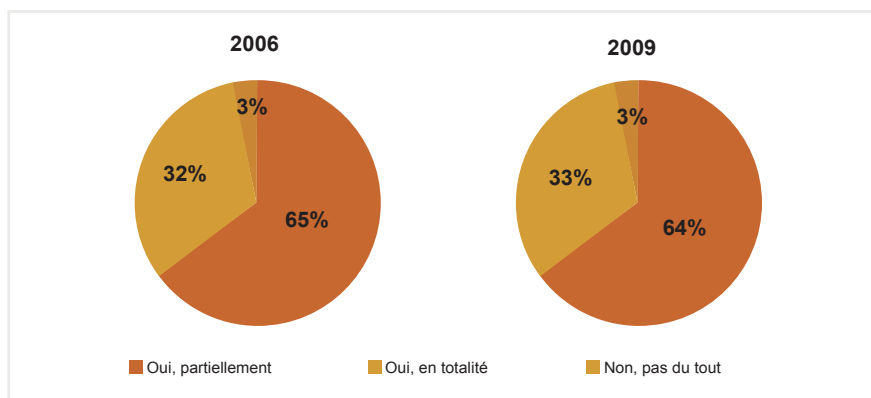
La proportion de communautés dont le territoire est intégralement couvert n'a pas évolué (32% en 2006, 33% en 2009), avec la même proportion de territoires communautaires concernés par des zones d'ombres résiduelles (65% en 2006, 64% en 2009).

Ce constat est valable sur l'ensemble des communautés, sans relation avec la taille du territoire et le contexte dans lequel il s'inscrit (64% des grandes agglomérations déclarent n'être que partiellement couvertes en haut-débit).

Attention, ces éléments ne veulent pas dire que l'éligibilité aux technologies haut-débit n'a pas progressé.

Lorsque l'on examine les technologies mobilisées pour assurer cette couverture, on constate cette fois-ci de fortes différences selon la taille de la communauté, tout particulièrement pour le recours à la fibre optique qui concerne en moyenne 20% des communautés de moins de 20 000 habitants, 1 communauté sur 3 de 20 à 50 000 habitants et 2/3 des grandes agglomérations.

COUVERTURE DE COMMUNAUTÉS EN HAUT DÉBIT



La nouvelle fracture concernant le haut-débit semble de moins en moins relever de l'éligibilité à une offre dite « haut-débit » qu'au niveau réel des débits disponibles.

Les initiatives publiques dans le domaine de la couverture haut-débit sont la plupart du temps portées par les conseils généraux en zones rurales et par les communautés (d'agglomération ou urbaines) en milieu urbain.

LA PRÉSENCE D'ANTENNES RELAIS INQUIÈTE PEU LES COMMUNAUTÉS

En pleine polémique médiatique sur les nuisances supposées des antennes relais pour l'accès au réseau de téléphonie mobile, nous avons souhaité savoir si cette question inquiétait les exécutifs communautaires. Seules 4% des communautés déclarent être très préoccupées par ce sujet, sans différence selon les strates de communautés.

CONCLUSION

Les chiffres recueillis dans le cadre de cette enquête 2009 marquent une montée en puissance très positive des actions TIC des communautés et semblent faire la preuve que le numérique semble être sorti de la clandestinité relative dans lequel il se trouvait il y a encore quelques années !

La propagation de la culture TIC, les demandes de la population et des entreprises, les actions départementales, régionales et gouvernementales lancées ces dernières années ont certainement eu des effets d'entraînement.

Il n'en reste pas moins que l'engagement des communautés suppose le recours à une ingénierie qui n'est pas nécessairement à la portée des finances de toutes les communautés. Parallèlement les enjeux de couverture haut débit, nécessaire à davantage de fluidité dans le recours au TIC, relève de stratégies nationales qui échappent aux territoires qui en sont pourtant très largement dépendants. Sur ce champ, la participation des élus communautaires aux négociations entre l'Etat et les opérateurs doit être renforcée pour s'assurer d'une bonne adéquation entre les orientations prises au plan national et les initiatives engagées au plan local.

Sources : Enquête nationale 2009 réalisée par l'AdCF et Ocalia en juin 2009 grâce à l'outil d'enquêtes en ligne e-Enquêtes (www.e-enquetes.com)

Ocalia est un bureau d'études spécialisé dans l'accompagnement numérique des territoires et des institutions du secteur public. Ses interventions concernent la définition de stratégies en matière d'intégration des TIC adaptées aux contextes territoriaux, la conduite de projets opérationnels sous forme d'assistance à maîtrise d'ouvrage (étude de besoins, études de faisabilité, cahier des charges, recherche et montage de dossier de financement), la conduite d'enquêtes sur les équipements et usages TIC des acteurs des territoires, la production de contenus pédagogiques utilisés notamment dans le cadre de séances de formation / sensibilisation aux agents et élus locaux.

Pour en savoir plus : www.ocalia.fr



L'Assemblée des Communautés de France est l'association qui fédère à ce jour 1100 communautés de communes, d'agglomération et urbaines, représentant ainsi 35 millions de Français vivant à l'heure intercommunale. Porte-parole de l'intercommunalité auprès des pouvoirs publics, l'AdCF est aussi un pôle d'expertise au service des élus et cadres communautaires.

Pour en savoir plus : www.adcf.org